

Un véritable plan social mis en place à l'Université Clermont II

Depuis son passage en 2010 aux Responsabilités et compétences élargies (RCE) rendues obligatoires avec la LRU, l'Université Blaise Pascal connaît un déficit structurel de 4,8 millions d'euros chaque année dû à la baisse des dotations de l'Etat (5 millions de masse salariale n'ont par exemple pas été compensées par l'Etat en 2013), conjuguée à l'augmentation des dépenses pour assurer nos missions. Ce déficit a été comblé par les fonds de réserve (dits fonds de roulement), aujourd'hui épuisés. L'université serait donc déficitaire si elle n'équilibrait pas son budget 2014 ... et les suivants.

La Présidence de l'Université Blaise Pascal (Clermont 2) vient de faire adopter un plan d'économies en cours d'année, se traduisant par des mesures sans précédent.

Alors que le CA de janvier avait déjà décidé de repousser les recrutements d'enseignants-chercheurs à 2015, de geler le renouvellement du matériel pédagogique et supprimer 10 postes de contractuels, le Président a fait valoir en avril la nécessité de réaliser 3,5 millions d'économies supplémentaires !

Il a proposé de supprimer 25 postes de contractuels, de geler tous les postes BIATSS vacants en 2014 et 2015 et de déclarer infructueux les concours ITRF prévus ! Devant le rejet unanime des élus lors du CT le 2 avril, le Président a

finalement fait adopter un plan, négocié en amont avec l'UNSA, aboutissant au final à supprimer 73 postes de contractuels BIATSS sur budget propre !

16 collègues seront cdisés via la loi Sauvadet mais 57 (sur les 190 sur ressources propres) seront donc renvoyés. C'est un véritable plan social, du jamais vu dans l'Enseignement Supérieur !

Ce plan s'accompagne d'une baisse de 10% de certaines primes des enseignants, du gel des opérations immobilières, d'une réduction des 2/3 des enseignants en CDD (25 ATER et 10 contrats doctoraux concernés) et aussi d'une baisse de 15 à 20% des budgets de fonctionnement en cours d'année pour tous les services et laboratoires ! Au total, une centaine d'emplois en moins et une baisse de 30% des budgets de fonctionnement (le budget initial de 2014 avait déjà réduit de 15% les dépenses de fonctionnement !).

Et pour 2015, avec ce déficit structurel de près de 5 millions, le Président vient d'avouer que son seul levier pour parvenir à l'équilibre, c'était la suppression des postes de titulaires vacants mais aussi la réduction des heures d'enseignement donc la diminution de l'offre de formation ! Ce sont déjà 5 fermetures de Bibliothèques qui sont annoncées pour septembre 2014 et autant de redéploiements pour les personnels concernés.

Les personnels n'ont aucune responsabilité dans cette asphyxie financière, fruit de la LRU, de la loi Fioraso (ESR) et du désengagement de l'Etat. Ils ne veulent pas d'une fac au rabais, une fac où on nous demande à la BU, par exemple, de nous préparer à une restriction de 50 % de nos budgets d'acquisitions.

Avec la perspective de la fusion avec l'Université Clermont 1 en 2017 et les nouveaux redéploiements et nouvelles suppressions de postes que cela risque d'entraîner pour les services, l'inquiétude et la colère montent chez les personnels mais aussi les étudiants, premiers touchés par ces mesures dégradant leurs conditions d'études.

Le Snasub a été à l'initiative d'une prise de position des 4 syndicats FSU du Sup contre ce plan puis d'une intersyndicale, avec l'Unef-FO-Solidaires et la CFDT, pour s'opposer à l'application du plan et exiger de l'État qu'il dote le budget de l'université à hauteur de ses besoins. Un tract a été distribué le 15 mai et une 1^{ère} AG organisée.

Alors que le Président a lancé un appel solennel aux syndicats et représentants du personnel, estimant « indispensable » qu'ils s'impliquent dans l'élaboration et la mise en place de ce plan d'économies, l'AG a décidé au contraire de s'adresser aux élus pour qu'ils refusent d'avaliser et de mettre en place de plan. Un appel a été lancé pour qu'étudiants et personnels viennent en nombre porter ces exigences au prochain CA.

Alors que progressivement la plupart des universités voient depuis leur passage aux RCE leur moyens financiers se réduire et les personnels leurs conditions de travail se dégrader, c'est un mouvement national qui doit poser la fin de ces lois d'autonomie et exiger de l'État les moyens pour assurer et améliorer l'ensemble de nos missions.

Eric Panthou



Cortège UBP le 15 mai